



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-GM - n° 2005-126-



INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE MAGNICOURT-EN-COMTE

EXPLOITATION D'UNE CARRIERE DE MARNE

ARRETE LEVANT L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES DE REMISE EN ETAT

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 23-6;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement;

VU la circulaire du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 avril 1993 ayant autorisé la commune de MAGNICOURT-EN-COMTE à exploiter une carrière de marne au lieudit "La Vallée de la Croix rouge", parcelle cadastrée ZH 1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 1999 prescrivant notamment la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière précitée ;

VU la déclaration d'arrêt définitif de la carrière en date du 27 octobre 2004 ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 10 janvier 2005 ;

Considérant que l'Inspecteur des Installations Classées a précisé, par rapport de récolement en date du 6 décembre 2004, que les travaux de remise en état de la carrière étaient réalisés ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de lever l'obligation de garantie financière imposée par l'arrêté préfectoral du 14 mai 1999 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 29 avril 2005 ;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières du 10 mai 2005 à la séance de laquelle le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire en date du 23 mai 2005 ;

Considérant que la commune de MAGNICOURT-EN-COMTE n'a pas formulé d'observations dans le délai réglementaire ;

VU l'arrêté n° 04-10-253 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE:

ARTICLE 1^{er} - OBJET :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 mai 1999 relatif aux garanties financières d'exploitation de la carrière de marne de la commune de MAGNICOURT EN COMTE, située à MAGNICOURT EN COMTE, au lieudit "La Vallée de la rouge Croix", sont abrogées.

ARTICLE 2 – PUBLICITE :

Le présent arrêté, accompagné par l'original de l'acte de cautionnement, est notifié à l'exploitant. Une copie de cet arrêté est déposée à la Mairie de MAGNICOURT EN COMTE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de MAGNICOURT EN COMTE. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Monsieur le Maire de MAGNICOURT EN COMTE.

ARTICLE 3 – DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L 514-6 du Code de l'Environnement):

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 – EXECUTION :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Maire de MAGNICOURT EN COMTE et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


ARRAS, le 21 juin 2005

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Patrick MILLE

Ampliations destinées à :

- M. le Maire de la Commune de MAGNICOURT EN COMTE
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à DOUAI
- Dossier

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Jean-Michel BERCIOCK

